La corporation des bonnetiers nantais (1672-1790). Ampleur et complexité des évolutions, pluralité des stratégies des acteurs

Samuel Guicheteau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2324>

DOI : 10.4000/abpo.2324

ISBN : 978-2-7535-1852-0

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2012

Pagination : 61-84

ISBN : 978-2-7535-1850-6

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Samuel Guicheteau, « La corporation des bonnetiers nantais (1672-1790). Ampleur et complexité des évolutions, pluralité des stratégies des acteurs », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 119-1 | 2012, mis en ligne le 30 mars 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2324> ; DOI : 10.4000/abpo.2324

La corporation des bonnetiers nantais (1672-1790)

Ampleur et complexité des évolutions, pluralité des stratégies des acteurs

Samuel GUICHETEAU

Docteur en histoire moderne,
PRAG à l'université de Nantes

Les historiens ont entrepris la déconstruction de la critique libérale des corporations, critique née au siècle des Lumières et qui dénonçait le blocage économique et social inhérent au monopole, à l'archaïsme et au népotisme de ce système. Ils considèrent désormais ces communautés d'art et de métier comme des instances privilégiées pour observer le développement de grandes dynamiques du XVIII^e siècle dans le monde du travail. Ils s'attachent notamment à la pluralité de leurs situations, à la complexité de leurs évolutions et à la richesse de leur vie politique. Dans l'optique d'une histoire sociale et culturelle des institutions et d'une histoire des pratiques des acteurs, les corporations peuvent donc être appréhendées comme des « formes institutionnelles que leurs membres mettent au service de leurs stratégies économiques ou politiques¹ », pourvu que l'on précise que tous les acteurs d'une activité ne partagent pas nécessairement les mêmes intérêts.

La communauté des bonnetiers nantais permet de mettre en œuvre une telle analyse renouvelée des corporations. Elle a en effet laissé de riches archives² qu'il convient néanmoins de confronter, autant que faire

1. MINARD, Philippe, « Les corporations en France au XVIII^e siècle », dans KAPLAN, Steven et MINARD, Philippe (dir.), *La France, malade du corporatisme ? XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 2004, p. 44. Voir aussi *Annales Économies Sociétés Civilisations*, dossier « corps et communautés d'Ancien Régime », 1988-2.

2. Les archives de la corporation sont conservées dans quatre liasses de la série HH des Archives municipales de Nantes : la liasse HH 105 renferme notamment les statuts et règlements, les liasses HH 106 et 107 les documents liés à la gestion politique et économique de la communauté, enfin la liasse HH 108 les procès-verbaux dressés par les commissaires de police qui accompagnent les jurés lors de leurs visites. En effet, la corporation assure elle-même de nombreux aspects de la police du travail (le contrôle

se peut, à d'autres sources ³. La bonneterie surtout connaît d'importantes évolutions. D'une manière générale, la consommation des bas augmente et connaît une réelle démocratisation au cours du XVIII^e siècle; de plus, les exportations sont importantes. À Nantes même, la bonneterie connaît de grands changements, tant économiques qu'institutionnels. En outre, certains acteurs de l'activité ne sont pas intégrés dans la corporation, ainsi les sans-qualité qui tiennent une place non négligeable dans la production, les négociants qui lui impriment un élan décisif, ou encore d'autres artisans et marchands concurrents. Enfin, la corporation n'est pas monolithique, les maîtres présentant des positions différentes.

Nous nous efforcerons donc d'analyser la complexité des évolutions en cours à la lumière des stratégies des différents acteurs, en particulier des maîtres, qui y sont confrontés et qui peuvent chercher soit à résister aux bouleversements qu'elles entraînent, soit à en tirer profit, tout en sachant que leurs situations ne sont ni uniformes ni figées. De plus, si leurs positions économiques et institutionnelles peuvent diverger, les maîtres partageant néanmoins, dans la vie interne de la corporation, certaines pratiques et conceptions.

Quelques précisions liminaires s'imposent enfin. Nous employons pour désigner la communauté des bonnetiers le terme générique de corporation⁴. Nous verrons que cette communauté est devenue une jurande, c'est-à-dire une communauté organisée par des statuts royaux. Cependant, au-delà de la distinction entre métiers jurés et réglés, il existe en fait une grande diversité de situation des communautés, même « une aveuglante disparité des métiers⁵ ». Dès lors, au-delà de l'identification juridique précise de la nature de la communauté, l'analyse doit s'attacher à l'utilisation que les acteurs font des normes. Par ailleurs, indiquons que l'édit de suppression des corporations pris par Turgot en 1776 n'a pas été appliqué en Bretagne⁶.

de la qualité des produits, de la situation des compagnons, la défense du monopole), si bien que des procès-verbaux de police sont conservés dans ses archives.

3. Nous solliciterons particulièrement le fonds de l'intendance de Bretagne conservé aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, celui de la Chambre des comptes de Bretagne conservé aux Archives départementales de Loire-Atlantique pour la capitation, et celui du présidial de Nantes conservé également aux Archives départementales de Loire-Atlantique pour les inventaires après décès (la coutume de Bretagne impose en effet cette pratique, qui en fait n'est pas universelle pour les mêmes motifs socio-économiques qu'ailleurs).

4. POITRINEAU, Abel, « Corporations ou jurandes », et BÉLY, Lucien, « Corps, compagnies, communautés », dans BÉLY, Lucien (dir.), *Dictionnaire de l'Ancien Régime*, Paris, PUF, 1996.

5. POITRINEAU, Abel, *Ils travaillaient la France. Métiers et mentalités du XVI^e au XIX^e siècle*, Paris, A. Colin, 1992, p. 17. Voir aussi PITO, Frédérique, *Laval au XVIII^e siècle. Marchands, artisans, ouvriers dans une ville textile*, Laval, Société d'archéologie et d'histoire de la Mayenne, 1995, p. 198.

6. KAPLAN, Steven, *La Fin des corporations*, Paris, Fayard, 2001, p. 151.

L'institution et son évolution

Une évolution complexe

En 1672, révoquant le privilège accordé en 1656 à Jean Hindret, introducteur en France de la machine à tricoter inventée en Angleterre vers 1600⁷, le roi « érige [...] en titre de maîtrise et communauté le métier et manufacture des bas, canons, camisolles, caleçons et autres ouvrages de soye qui se font au métier⁸ », et promulgue un règlement. Si la corporation est alors instituée à Paris, « ceux qui [y] auront été reçus maîtres [...] pourront aller exercer » dans tout le royaume. En 1700, un nouveau règlement est promulgué; son préambule cite dix-huit villes, dont Nantes, dans lesquelles sont installées des « fabriques tant des bas et autres ouvrages au métier que de ceux au tricot⁹ ».

À Nantes même, des corporations existent dès le xvii^e siècle, voire avant. En 1720, l'intendant ordonne « que les juréz syndics et gardes des corps des arts et métiers remettront au greffe de l'hôtel de ville de Nantes des copies des statuts et réglemens de leurs corps¹⁰ ». Cette initiative s'inscrit dans le prolongement de la politique colbertienne d'encadrement et d'en-couragement à l'industrie, qui passe par la promulgation de règlements, le renforcement du contrôle et la multiplication des jurandes¹¹. Le 12 janvier 1723 la liste officielle des 32 corps et communautés est publiée¹²; les bonnetiers n'y figurent pas. Le 20 septembre 1721, l'inspecteur des manufactures a d'ailleurs déploré « que, quoiqu'il y ait déjà plusieurs maîtres établis et reçus en cette vile, qu'il y a quantité de métiers montez, il n'a point encore été établis de jurez pour l'entretien et observation des statuts, ordonnances et réglemens¹³ ». En fait, les maîtres bonnetiers nantais refusent « de faire entre eux élection de jurés qui puissent veiller à l'exécution des réglemens et accompagner l'inspecteur dans ses visites¹⁴ »; ils nient même son autorité, lui « di[san]t qu'[il] n'avoit point droit d'aller chez

7. Appelée communément métier, cette machine double d'abord la productivité par rapport au travail à la main; les perfectionnements du xviii^e siècle améliorent encore le rendement (DAUMAS, Maurice, *Histoire générale des techniques*, Paris, PUF, 1996). Sur l'histoire de la bonneterie, voir aussi TURNAU, Irena, « La bonneterie en Europe, du xvi^e au xviii^e siècle », *Annales Economies Sociétés Civilisations*, 1971-5, p. 1118-1132; Bruno JACOMY, *Une histoire des techniques*, Paris, Seuil, 1990, p. 227.

8. Arch. mun. de Nantes, HH 105, lettres patentes, février 1672.

9. Arch. mun. de Nantes, HH 105, arrêt du Conseil, 30 mars 1700.

10. Arch. mun. de Nantes, HH 60, 6 novembre 1720.

11. WORONOFF, Denis, *Histoire de l'industrie française du xvi^e siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 1994; MINARD, Philippe, *La Fortune du colbertisme. État et industrie dans la France des Lumières*, Paris, Fayard, 1998. Précisons qu'en Bretagne, les jurandes restent rares, ce qui « ne signifie pas que les artisans bretons ne connaissent pas des formes d'associations professionnelles » (NIÈRES, Claude, *Les Villes en Bretagne au xviii^e siècle*, Rennes, PUR, 2004, p. 93).

12. Arch. mun. de Nantes, HH 60.

13. Arch. mun. de Nantes, HH 105, audience de la police de Nantes.

14. Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, C 1524, lettre du contrôleur général des finances à l'intendant, 20 novembre 1721.

eux, qu'[il] n'estoi[t] porteur que de lettres simples et qu'ils [lui] meneroient bon train¹⁵ ». Le contrôleur général des finances demande alors à l'intendant d'intervenir auprès du lieutenant général de police de Nantes « afin qu'il oblige ces fabriquans à élire des jurés ou qu'à leur refus, il en nomme d'office¹⁶ » ; en vain semble-t-il. Or, un peu plus tôt, le 3 juillet 1721, un arrêt du conseil a interdit de fabriquer des bas à deux fils, jusqu'alors autorisés mais uniquement pour l'exportation¹⁷ ; probablement les, ou certains, maîtres nantais désapprouvent-ils cette mesure ; en effet, l'inspecteur saisit des paires à deux fils¹⁸. Ainsi, l'absence des bonnetiers de la liste publiée en 1723 ne signifie pas que cette communauté n'existe pas mais plutôt qu'elle est réticente à entrer dans le cadre défini par la monarchie.

Cependant, quelques années plus tard, la corporation des bonnetiers se dote de jurés qui, à partir de 1734, réalisent des visites¹⁹. Les bonnetiers nantais se sont-ils pliés de mauvais gré aux injonctions de l'État ou bien y ont-ils souscrit en vertu de nouveaux intérêts²⁰ ? Le nouvel élan du grand commerce maritime à partir de 1730²¹ pourrait les pousser à adhérer à la politique de qualité, que les jurés défendront, dans les années 1760, contre les initiatives tendant à la remettre en cause²². D'ailleurs, au-delà du blocage intervenu à Nantes en 1721-1723, il faut souligner que les autorités consultent les acteurs économiques. En 1716, une consultation est organisée dans toutes les villes citées dans l'arrêt du conseil de 1700 au sujet de quelques dispositions prises à cette date pour les bas de soie : le subdélégué de l'intendant, qui est aussi le maire de Nantes, interroge alors les juges-consuls du commerce, les jurés marchands de draps de soie et plusieurs bonnetiers²³. D'autres consultations ont lieu en 1717 et 1728²⁴. Enfin, cette acceptation du cadre monarchique semble favoriser un développement institutionnel de la communauté : en 1754, elle fait imprimer un

15. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1524, lettre de l'inspecteur à l'intendant, 29 octobre 1721.

16. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1524, lettre du contrôleur général des finances à l'intendant, 20 novembre 1721.

17. Arch. mun. de Nantes, HH 105.

18. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1524, lettre du contrôleur général des finances à l'intendant, 20 novembre 1721.

19. Arch. mun. de Nantes, HH 108.

20. À Nîmes comme à Paris, le pouvoir royal joue un rôle important dans l'organisation des corporations, non sans que les différents acteurs n'avancent leurs propres intérêts (merci à N. Lyon-Caen pour ses indications inédites sur le cas parisien ; pour Nîmes, voir TEISSEYRE-SALLMANN, Line, *L'Industrie de la soie en Bas-Languedoc. XVII-XVIII^e siècles*, Paris, École des Chartes, 1995).

21. MEYER, Jean, *L'Armement nantais dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*, Paris, EHESS, 1999, 2 vol. (éd. originale, 1969) ; PÉTRÉ-GRENOUILLEAU, Olivier, *Histoire de Nantes*, Plomelin, Palantines, 2003.

22. Voir plus bas.

23. Arch. mun. de Nantes, HH 105, procès-verbal établi par Gérard Mellier, 2 octobre 1716.

24. Arch. mun. de Nantes, HH 105, procès-verbaux établis par Gérard Mellier, 23 octobre 1717 et 7 mars 1728.

recueil des statuts²⁵; le premier compte-rendu financier établi par un juré date de 1757²⁶.

L'application des normes

La corporation jouit, en théorie, du monopole de la production et de la vente des ouvrages de bonneterie : ce monopole vise à assurer la qualité des produits, la corporation contribuant ainsi au bien public dans une société organiciste. Cependant, s'ils sont sans doute attachés de longue date à leur monopole et à cette vision organiciste, les maîtres bonnetiers nantais semblent n'avoir adhéré à la politique de qualité développée par la monarchie que lorsqu'ils y ont trouvé leur intérêt. Cette adhésion aurait ensuite contribué au développement institutionnel de leur corps. D'ailleurs, les jurés s'acquittent dorénavant de manière draconienne de l'ensemble des tâches que leur attribuent les statuts.

La corporation assure d'abord la formation des bonnetiers. Afin que le maître s'occupe réellement de l'apprenti, il ne peut en avoir qu'un seul, selon les statuts de 1672 : le 29 août 1758, les jurés reprochent donc à un maître d'en avoir deux²⁷. Les statuts fixent aussi les étapes qui mènent à la maîtrise. Après l'apprentissage, il faut servir deux ans comme compagnon ; le candidat à la maîtrise doit savoir monter un métier et, bien sûr, réaliser un chef-d'œuvre, « à la réserve des fils de maîtres reçus en faisant une simple expérience²⁸ ». En 1754, le chef-d'œuvre imposé à un compagnon est minutieusement décrit :

« Un bas d'homme à roulé de soye blanche, avec un bord de deux pouces de large, lequel bord sera ondé à jour et dans chaque angle un cœur aussy à jour. Il y aura jartière et mollet aux deux costés des deux lisières dans toute la longueur du bas. Il sera fait un ondage à mailles retournées jusque sur la dixième maille de chaque lizière à commencé de la première maille; dans l'angle desdittes ondages il y aura un carreau aussy à mailles retournées. La tige dudit bas sera faite à double lisière franche [...]»²⁹.

Toutefois, en 1769 sont reçus maîtres trois bonnetiers qui ont acquis des brevets créés par le roi deux ans plus tôt³⁰.

La corporation se charge également du contrôle de la qualité des pièces proposées au public. Les statuts de 1672 stipulent que « les jurez feront par chacun an quatre visites au moins dans les boutiques des maîtres, qui seront tenus de leur faire ouverture de tous les lieux où ils auront des bas de soye ou autres ouvrages faits au métier; entre lesquels ceux qui se

25. Arch. mun. de Nantes, HH 105.

26. . Arch. mun. de Nantes, HH 107, compte-rendu de Ducreux, 6 janvier 1757 (voir document n°1). Les dépenses sont montées à 254 livres pour toute l'année 1756.

27. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal.

28. Arch. mun. de Nantes, HH 105, règlement, février 1672.

29. Arch. mun. de Nantes, HH 106, procès-verbal, 20 novembre 1754.

30. Arch. mun. de Nantes, HH 106, requêtes et ordonnances, mars 1769.

trouveront défectueux, seront saisis ». De nombreux procès-verbaux rapportent les saisies d'articles défectueux effectuées chez des maîtres et des forains, dans des boutiques ou sur des colporteurs³¹. La vigilance des jurés leur permet même de repérer des faux plombs sur les articles saisis à un marchand sedanais³².

Enfin, la structure des dépenses rend compte de l'activité de la corporation. Contestés pour leur gestion, ses jurés expliquent qu'« elle a payé des sommes de conséquence [...] elle a acheté des charges créés par le Roy [...], elle a payé des sommes à leur avocat aux conseils et à leur avocat de la province pour dresser des mémoires au ministre afin d'être maintenue dans ses droits, elle a payé les frais du procès contre le sieur Quelard, dit David, qui fut pris en contravention l'an dernier, qui fut condamné par sentence du siège et qui se porta appellant en la cour³³ ». Les comptes rendus par quelques jurés indiquent d'autres dépenses : en 1756, la corporation a dépensé 42 livres pour les visites³⁴. Face aux accusations de dilapidation, elle explique que « les jurés sont obligés de courir d'un coin de la ville à l'autre [pour] veiller au bon ordre et aux privilèges que le Roy leur a accordés [et, parfois] sont forcés de dîner et de se rafraîchir dans leurs courses³⁵ ».

À partir des années 1730-1750, les jurés, appuyés sans doute par la plupart des maîtres convaincus d'y trouver leur intérêt, s'efforcent avec opiniâtreté d'imposer le respect des normes définies par les règlements. Mais leurs efforts suscitent des tensions, d'autant plus que la poursuite de l'essor économique nourrit progressivement de nouvelles dynamiques et stratégies économiques.

Structures, circuits et évolutions économiques

Les échoppes

Une enquête de l'intendance recense vers 1750 24 maîtres³⁶. Ils sont à la tête de petits ateliers : cinq métiers chez Louis Balliat en 1775³⁷, mais deux chez Jean Laîné³⁸ et un seul chez Bouchereau³⁹. Les ateliers des artisans forains semblent de taille semblable : cinq métiers chez Jean Perron⁴⁰, deux

31. Plusieurs dizaines de cas en Arch. mun. de Nantes, HH 108.

32. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal, 20 février 1769.

33. Arch. mun. de Nantes, HH 107, supplique de la corporation, 10 novembre 1764.

34. Arch. mun. de Nantes, HH 107, supplique de la corporation, 6 janvier 1757.

35. Arch. mun. de Nantes, HH 107, supplique de la corporation, 10 novembre 1764.

36. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1447, état de la situation des corps d'arts et métiers.

37. Mais nous verrons plus loin que son activité économique ne se limite pas à sa seule production (Archives départementales de Loire-Atlantique, B 6911, inventaire établi lors de la séparation de biens des époux, 26-27 octobre 1775).

38. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 6896, inventaire après décès, 17 mai 1760.

39. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal, 16 janvier 1770.

40. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal, 7 juillet 1781.

chez René Legris⁴¹. Les chambrelans, sans-qualité travaillant à Nantes, ne disposent que d'un seul métier⁴². L'activité commerciale des bonnetiers est attestée tant par les archives de la corporation que par leur désignation comme « marchands de bonneterie » dans le *Calendrier du Commerce* de 1790⁴³. Ils se distinguent ainsi des maîtres nîmois qui ont abandonné l'activité commerciale et dépendent complètement de donneurs d'ordres⁴⁴.

Le maintien de cette activité commerciale ne signifie cependant pas que les bonnetiers vendent directement tout ce qu'ils produisent, ni que tous les articles qu'ils vendent sortent de leur métier, ni même qu'ils sont les seuls à vendre des articles de bonneterie à Nantes. Ainsi, des chapeliers proposent de tels articles, comme en témoignent les saisies effectuées dans leurs boutiques en 1769 ou 1782⁴⁵, non sans peine : en 1782, un chapelier s'oppose à la visite, profère des menaces et méprise le procès-verbal qu'il considère comme un « torche-cul ». Cette entorse à leur monopole est si importante que les bonnetiers sentent bien qu'ils ne peuvent y mettre un terme. C'est pourquoi ils s'y résignent non sans tenter d'en tirer profit : ils demandent en 1769 la création d'un bureau pour marquer les marchandises entrant dans la ville, moyennant une taxe⁴⁶. Commence alors un long conflit avec les merciers, soutenus par les juges-consuls du commerce hostiles au « monopole que les bâtiens voudroient introduire » dans le commerce de la bonneterie⁴⁷. Ce conflit est marqué par de longues procédures judiciaires⁴⁸ et des saisies⁴⁹.

La diversification des produits

En 1700, le roi déplore la médiocrité des ouvrages de laine et l'attribue à l'absence de prescriptions pour ces articles. Le nouveau règlement alors promulgué multiplie les dispositions traitant de la qualité des différentes fibres et de leur association dans des articles variés⁵⁰. Dans le règlement de 1743, de nouvelles précisions très pointues témoignent de la diversification encore accrue des produits. Citons par exemple l'article XIII :

41. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 6896, inventaire après décès, 2 juin 1760.

42. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal, 3 août 1778.

43. Bibliothèque municipale de Nantes, 49 682.

44. L'exportation massive de bas « à la péruvienne » explique à Nîmes cette domination du négoce.

45. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbaux, 13 juin 1769 et 7 février 1782.

46. Arch. mun. de Nantes, HH 105, supplique de la corporation adressée à la municipalité, 10 février 1769. Le juré à l'origine de cette initiative aussi réaliste que subtile et intéressée n'est autre que L. Balliat, personnage audacieux dont nous verrons plus loin le parcours.

47. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, C 1524, lettre des juges-consuls de Nantes à l'intendant, 30 janvier 1773.

48. Arch. mun. de Nantes, HH 107, correspondance des bonnetiers avec leur procureur à Rennes, 1786.

49. Plusieurs balles sont saisies au début des années 1770 (Arch. mun. de Nantes, HH 108).

50. Arch. mun. de Nantes, HH 105, arrêt du Conseil, 30 mars 1700.

« Les chaussettes à étrier ou à talon, demi-bas appelés brodequins, bas à mettre dessous, sur lesquels il n'y aura aucune fleur apellée façon, au haut des coins, et les chaussons, mitons, mitaines, gants, bonnets, calotes, manches, pièces d'estomach, et autres pareils petits ouvrages de bonneterie au métier [...], qui se font de pure laine, ou de laine mêlée de poil de castor, ou en fil, ou en coton, pourront être fabriquées en deux fils, sur des métiers montés depuis vingt plombs à deux aiguilles au moins, jusqu'aux plus fins, soit à deux ou à trois aiguilles, suivant et à proportion de la qualité des matières et de la finesse des fils dont lesdits ouvrages seront composés ; sans néanmoins qu'il puisse être mêlé ensemble dans chaque sorte desdits ouvrages aucunes laines, fils ou cotons, ni aucunes desdites matières de qualitez différentes, ni que le poil de castor puisse être mêlé et cardé avec d'autres laines que celles d'Espagne de la première qualité⁵¹. »

Cette diversification apparaît aussi dans les inventaires après décès. Les inventaires après décès de travailleurs – la seule mention du métier masque le plus souvent la condition sociale exacte, maître ou salarié – montrent que ces gens du peuple possèdent des bas de « différentes couleurs⁵² » et de différentes fibres, lin et laine bien sûr, mais aussi soie et coton⁵³. Plus nette encore chez les élites, cette diversification s'inscrit dans la révolution du vêtement qui voit non seulement s'accélérer la consommation vestimentaire mais encore se diffuser dans toute la société des vêtements variés, colorés et ornementés⁵⁴.

Cette diversification des produits rend le contrôle de plus en plus ardu, d'autant qu'elle s'accompagne de la multiplication des circuits, comme en témoigne l'arrivée à Nantes d'articles issus d'horizons de plus en plus variés : des pièces sont saisies à un marchand sedanais en 1769, d'autres à un marchand caennais en 1770⁵⁵. Les exigences des consommateurs rendent obsolète la distinction entre articles conformes et défectueux au profit d'une gamme de consommation ; la qualité ne disparaît pas mais s'inscrit désormais dans une relation commerciale libre⁵⁶. En outre, une partie de la production nantaise est destinée à l'exportation ; or, elle déroge au règle-

51. Arch. mun. de Nantes, HH 105.

52. Dans l'inventaire établi au décès du tailleur de pierre Louis Egrefeuille, on trouve parmi les « hardes et linges à usage d'homme », « cinq paires de bas de laine de différentes couleurs et deux paires de fil », prisées trois livres, et parmi les « hardes et linges à usage de la veuve », « quatre vieilles paires de bas de laine de différentes couleurs » prisées trente sols (Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 6911, 6 octobre 1775).

53. Le serrurier Mathurin Paumier possède « douze paires de bas de laine, fil et coton » (Arch. dép. de Loire-Atlantique, L 1888, tribunal civil du département, 8 frimaire an v, il est veuf) ; le tonnelier Jean-Michel Bonneau possède « douze paires de bas de soie, fil et laine » prisées 18 livres (Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 6926-I, 10 février 1790, il est aussi veuf).

54. ROCHE, Daniel, *La Culture des apparences. Une histoire du vêtement, xvii^e-xviii^e siècle*, Paris, Fayard, 1989. J.-C. Perrot souligne combien l'emploi des diverses fibres contribue au dynamisme de la bonneterie en contribuant à élargir la gamme des produits (*Genèse d'une ville moderne. Caen au xviii^e siècle*, Paris-La Haye, Mouton, 1975, p. 513).

55. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbaux, 20 février 1769 et 25 janvier 1770.

56. STANZIANI, Alessandro (dir.), *La Qualité des produits en France (xviii^e-xx^e siècle)*, Paris, Belin, 2003.

ment. Après avoir provoqué un renforcement de la corporation dans les années 1730-1750, la poursuite de la croissance de l'activité déstabilise l'ordre corporatif.

L'étonnant parcours d'un artisan audacieux

L'examen d'un parcours individuel permet non seulement de préciser cette évolution des produits mais encore de mettre en lumière la déstabilisation de l'ordre corporatif qui l'accompagne. Le 31 août 1754, les jurés des bonnetiers parcourent Nantes pour visiter les ateliers des maîtres de leur métier, puis parviennent aux limites de la ville où s'installent des forains qui tentent ainsi d'échapper au monopole corporatif : ils pénètrent alors dans la « boutique du sieur Louis Balliat, ouvrier fabriquant de bas, scise sur le pont des Récolets et l'entrée de Vertais, paroisse Saint-Sébastien, où [ils voient] un métier à fabriquer des bas⁵⁷ » ; à l'étage, ils en découvrent un second. L. Balliat n'est donc pas un chambrelan isolé mais un artisan sans-qualité à la tête d'un petit atelier⁵⁸ qui s'oppose à la saisie de ses métiers.

En 1764, L. Balliat est devenu membre de la corporation. Il conduit même la fronde d'une minorité de maîtres contre les jurés : dénonçant les « sommes considérables dépensées aux auberges » par ceux-ci, il tente de faire saisir par la police le coffre de la communauté afin de pouvoir vérifier ses comptes⁵⁹. Les jurés ripostent en l'accusant d'être « un chef de party », « auteur de troubles », appliqué à « nuire à ses confrères⁶⁰ ». Le 25 janvier 1768, les jurés dénoncent ses exportations de pièces de mauvaise qualité vers l'Espagne et le Portugal⁶¹. Selon eux, cette initiative porte préjudice aux exportations habituelles, dont le succès repose sur la qualité des produits et la confiance des acheteurs. Ils précisent que L. Balliat « fabriquoit et faisoit fabriquer une grande quantité de chaussettes à deux files⁶² qu'il avoit eu ordre de fabriquer et il en avoit même donné à plusieurs maîtres à fabriquer et il faisoit passer ces marchandises [...] chez l'étranger ». Ainsi, L. Balliat joue un rôle d'intermédiaire entre des maîtres façonniers et des négociants donneurs d'ordres : le déclin des premiers et la domination des seconds perturbent l'ordre corporatif, fondé sur l'indépendance des artisans et la qualité des produits déterminée par un règlement. Les jurés tiennent bientôt une nouvelle preuve contre L. Balliat. Un homme, porteur de bas défectueux, désigne le maître chez qui il les a achetés, Ducreux :

« L'ayant trouvé et lui ayant représenté lesdites quatre paires de bas, il les a reconnues pour être sorties de sa fabrique et nous a dit qu'il sçait qu'il est défendu de tailler de pareils bas ; que si sa femme les a vendu, ce n'est

57. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal. Vertais, la plus méridionale des îles de Loire, appartient à une paroisse extra-nantaise.

58. Au XVIII^e siècle, le terme « ouvrier » désigne l'ensemble des gens mécaniques.

59. Arch. mun. de Nantes, HH 107, plainte et procès-verbal, 12 octobre 1764.

60. Arch. mun. de Nantes, HH 107, supplique de la corporation, 10 novembre 1764.

61. Arch. mun. de Nantes, HH 108.

62. Le règlement en prescrit trois.

point de son assentement ; que son dessein a été de les envoyer à l'étranger et ce de la part du sieur Balliat⁶³. »

Tandis que Ducreux rembourse le client, les jurés trouvent conformes ses autres articles ; leur clémence à son égard et le mauvais rôle attribué à son épouse font pressentir un coup fourré, fomenté contre L. Balliat. Ayant commencé sa carrière comme forain, celui-ci apparaît désormais comme un entrepreneur en pleine ascension qui bouscule les règles tant économiques que politiques du métier.

En 1770, L. Balliat est à présent juré, ce qui signifie qu'il a rassemblé une majorité de suffrages parmi ses pairs. C'est lui maintenant qui traque les forains, lesquels font « un tort considérable à la communauté et attaque ses privilèges⁶⁴ » ; il procède à des saisies, non sans se heurter à des résistances, par exemple le 10 mai 1770 : « Le sieur Mazureau [...] a dit : comment f., un commissaire chez nous ! attendez mes B. nous allons voir, et est sorti de la chambre en demandant où étoit son épée⁶⁵. » Enfin, au début de la décennie suivante, c'est en tant que juré que L. Balliat est contesté par ses pairs⁶⁶.

Sans-qualité devenu maître, mais engagé dans des initiatives économiques interlopes, contestataire devenu juré, avant d'être lui-même contesté, L. Balliat semble avoir « tout vu, tout fait, tout usé ». Son itinéraire ressemble à ceux des artisans parisiens, qui, d'abord actifs dans le faubourg Saint-Antoine, deviennent maîtres, sans rompre leurs relations avec le faubourg⁶⁷. Au-delà des discours institutionnels univoques, les trajectoires et les stratégies des acteurs économiques et sociaux se révèlent donc complexes, et l'élan économique accentue encore cette complexité en déstabilisant le monde du travail.

Un monde du travail déstabilisé

Des concurrents

Malgré le monopole que lui confère théoriquement son privilège, la corporation est confrontée à des concurrents, pour la production comme pour la vente. Par ailleurs, dans une société marquée par la multiplicité des privilèges, les maîtres bonnetiers se heurtent au Sanitat, l'hôpital général bénéficiant d'une liberté économique en vue de former ses orphelins⁶⁸. La corporation dénonce aussi la diffusion dans toute la ville des articles pro-

63. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal, 13 avril 1768.

64. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal, 11 juillet 1770.

65. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal, 11 juillet 1770. Il s'agit d'un marchand qui ne fait pas passer ses marchandises au bureau des bonnetiers, afin d'éviter la taxe.

66. Arch. mun. de Nantes, HH 107, procès-verbal, 1^{er} mars 1783.

67. THILLAY, Alain, *Le Faubourg Saint-Antoine et ses « faux ouvriers »*. *La liberté du travail à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Seyssel, Champ Vallon, 2002.

68. Arch. mun. de Nantes, HH 105, arrêts du conseil d'État, 24 janvier et 26 mai 1736.

duits au Sanitat et le droit pour cet hôpital de délivrer des maîtrises à ces apprentis, qui forment une « multitude arbitraire⁶⁹ » et ruineuse.

La corporation traque les sans-qualité, chambrelans travaillant dans la ville ou forains installés sur ses marges. Après avoir saisi plusieurs forains, dont l'un prétend être « en franchise et sous le fief des révérend pères bénédictins⁷⁰ », les jurés s'adressent à l'intendant pour obtenir son soutien, au nom tant de leur privilège que du bien public :

« Les sieurs Duclos, Souris et Ragot n'ont pas seulement été saisis parce qu'ils ne sont pas maîtres, qu'ils n'ont pas de qualité de travailler et qu'il est expressément deffendu de travailler à la fabrique des bas à tous ceux qui n'ont pas donné des preuves de capacité, mais encore c'est que l'on a vu que, sur les métiers où ils travailloient, ils ne pouvoient guères faire que de très mauvais ouvrages, et tomber dans des contraventions nuisibles à la société en trompant le public⁷¹. »

Certains sans-qualité subissent des avanies répétées : René Legris est saisi en 1755, puis 1758⁷². Il tente alors d'intégrer la corporation en subissant les épreuves organisées par les jurés qui estiment qu'il « ne peut se plaindre, attendu que ce sont des ouvrages que nous donnons à nos apprentis au commencement de leur apprentissage⁷³ ». Or, ils constatent qu'il a « mal monté » son métier⁷⁴.

Si le renforcement de la corporation, inhérent à son adhésion aux normes monarchiques, lui permet sans doute de pourchasser plus durement les sans-qualité, comme en témoigne l'appel à l'intendant en 1759, l'aiguïsement de sa hargne à leur égard tient probablement au fait qu'ils jouent un rôle de plus en plus important dans la croissance de la bonneterie, les négociants leur commandant volontiers des articles non conformes au règlement et destinés à l'exportation. Ainsi, le 30 juillet 1768, l'épouse d'un forain, dont les articles sont saisis par les jurés, exhibe la commande d'un négociant :

« Si son mari est en faute, monsieur Bridon l'indemniserà de la façon des bas dont est cas, d'autant qu'il lui a demandé ces mêmes bas de la façon dont ils sont fabriqués par un billet qu'elle nous a représenté signé de monsieur Bridon en datte du 20 juin 1768 [...] la teneur duquel suit : monsieur Jean Flaq, vous aurez la complaisance de faire des façons au-dessus des fourchettes des chaussettes que je vous ai donné à faire [signé] Bridon, et plus bas : on me les demande de même et non autrement⁷⁵. »

69. Arch. mun. de Nantes, HH 106, extrait des registres de la Chambre des comptes de Bretagne, 10 mars 1761.

70. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal, 20 février 1759.

71. Arch. mun. de Nantes, HH 108, supplique de la communauté des bonnetiers adressée à l'intendant, 1759.

72. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbaux.

73. Arch. mun. de Nantes, HH 106, procès-verbal, 19 février 1759.

74. Arch. mun. de Nantes, HH 106, procès-verbal, 10 mai 1759.

75. Arch. mun. de Nantes, HH 106, procès-verbal.

De plus, la taille identique des ateliers des forains et des maîtres porte aussi sans doute ces derniers à défendre avec intransigeance leur privilège, faute de surclasser économiquement leurs concurrents.

La lutte opiniâtre que mène la corporation contre ses concurrents pose le problème de sa fermeture, d'autant plus que l'hérédité semble importante parmi les maîtres, comme le suggèrent la succession des noms et la désignation de « fils ». L'hérédité est en outre favorisée par les statuts : on a vu plus haut que le règlement de 1672 dispensait les fils de maîtres de la réalisation d'un chef-d'œuvre pour accéder à la maîtrise. Si les corporations n'ont jamais été complètement fermées, contrairement à l'affirmation véhiculée par la critique libérale, la question a été récemment réexaminée et l'ouverture bien attestée⁷⁶. À Nantes même, une réelle ouverture apparaît à travers, d'une part, l'entrée en apprentissage de fils de gens étrangers au métier⁷⁷, et, d'autre part, l'intégration, certes difficile, de sans-qualité, notamment L. Balliat. Si cette intégration montre l'adaptation de la corporation, elle témoigne aussi des bouleversements du monde du travail provoqués par la poursuite de la croissance économique.

La montée des désordres

La pérennité de l'activité commerciale n'empêche pas les bonnetiers de dépendre de donneurs d'ordres, notamment pour les ouvrages destinés à l'exportation. On a vu qu'en 1768, les jurés reprochaient ainsi à L. Balliat d'être l'intermédiaire entre des maîtres et des négociants qui exigeaient la fabrication d'articles non-conformes. Le 16 janvier 1770, un maître avoue que ses bas défectueux lui ont été « demendé de cette façon [...] pour l'étranger⁷⁸ ». Le glissement dans une dépendance même partielle des maîtres déstabilise l'ordre corporatif en brouillant la différence entre eux et les sans-qualité.

L'ordre corporatif est également troublé par les rapports noués par plusieurs maîtres avec les sans-qualité : certains emploient des chambrelans comme façonniers. Le 3 août 1778, un chambrelan s'oppose à la saisie dont les jurés le menacent, en précisant qu'il travaille pour le compte d'un maître, Aubry, qui se présente et déclare

« qu'il est étonné de la chicanne que lui font aujourd'hui les jurés, puisque par une dénonciation qu'il a fait à la communauté le quatorze juillet dernier duement contrôlé le même jour, que le mettier du sieur Legou dont il se sert depuis sept ans, appartient à lui, dit sieur Aubry, que c'est lui qui le fait travailler [et que] les jurés ne doivent pas ignorer que ce mettier lui appartient

76. RUGGIU, François-Joseph, « Les maîtres de métiers dans les villes anglaises et françaises. Une enquête historique », dans GUIGNET, Philippe (dir.), *Le Peuple des villes dans l'Europe du Nord-Ouest (fin du Moyen-Âge-1945)*, Actes du colloque de Villeneuve-d'Ascq, 23-25 novembre 2000, Lille, CRHENO, Université Lille III, 2003, p. 193-211.

77. Par exemple, le fils d'un marchand de barques (Arch. dép. de Loire-Atlantique, 4 E 2-430, minute de maître Briand le Jeune, contrat d'apprentissage, 17 janvier 1774).

78. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal.

puisque lui-même sieur Gripon [l'un des jurés] et autres maîtres l'ont priés de faire faire des bas sur le mettier dont se servait cy-devant ledit Legou⁷⁹ ».

Le désordre grandissant suscite des troubles : les saisies s'accompagnent parfois de violences. Le 23 avril 1770, un forain s'oppose à la saisie, si bien qu'

« un des jurés ayant été pour demander main forte aux habitants de cet endroit afin de pouvoir faire la saisie dudit métier et de l'ouvrage qui étoit dessus, il se seroit adressé à un particulier qui n'a voulu dire son nom [...], lequel lui a répondu qu'au lieu de lui prêter main forte, que s'il ne se retiroit pas, il lui donneroit des coups de bâton, ce que voyant et la populace criant après nous se trouvant en foule [...], nous et les jurés aurions pris le parti de nous retirer⁸⁰ ».

Confronté le 16 janvier 1770 aux jurés qui veulent saisir des bas défectueux, un maître s'emporte : « Le sieur Bouchereau, ému de colère, a dit aux jurés : si vous les saisissez, ce ne sera que contre mon gré et f. vous ne les emporterez pas [et] s'est jeté sur le sieur Aubert qui tenait le bas trouvé sur la table, le prenant au collet et le poussant çà et là autour de la chambre⁸¹. »

L'ampleur de ces tensions opposant les jurés à des artisans, maîtres ou forains, ainsi que la petite taille des ateliers expliquent peut-être l'absence de conflits opposant patrons et salariés. La corporation assure en effet la police du travail, mais on ne relève ni départs illégaux d'apprentis ou de compagnons, ni luttes engagées par ces derniers⁸². Les compagnons qui supportent mal la condition de salarié peuvent tenter leur chance comme chambrelan. En revanche, il faut souligner que les nouvelles dynamiques introduisent de grandes différences entre les maîtres : tandis que certains, tel L. Balliat, se montrent des entrepreneurs audacieux en contact avec le négoce, d'autres subissent une certaine dépendance. Si l'inventaire des biens de L. Balliat réalisé en 1775 atteint un montant de 3690 livres, celui établi à la mort de J. Laîné en 1760 n'atteint que 160 livres, moins même que celui du forain R. Legris décédé la même année (360 livres)⁸³. L'enquête de 1750 précise que « les trois quarts [des maîtres bonnetiers sont] dans la médiocrité, [tandis que] le quart [restant est] pauvre ». En 1789, vingt-sept

79. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal.

80. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal. Un commissaire accompagne les jurés.

81. Arch. mun. de Nantes, HH 108, procès-verbal.

82. À Paris, les salariés sont plus virulents. Par ailleurs, sur les métiers ne travaillent que des hommes ; les femmes semblent cantonnées au travail à la main, telles ces ouvrières débusquées dans la boutique d'une marchande de modes, travaillant pendant un office (Arch. mun. de Nantes, FF 285, police des cultes, procès-verbal, 26 décembre 1790) : en effet, « loin de disparaître derrière la machine, l'ouvrier bonnetier conserve nombre de tâches nobles où peut s'exercer son savoir-faire : connaissances mécaniques, réglages, maintenances » (JARRIGE, François, *Au temps des « tueuses de bras ». Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle (1780-1860)*, Rennes, PUR, 2009, p. 129).

83. Si les circonstances de la mort peuvent peser sur le montant de l'inventaire, la maladie ayant interrompu le travail et entraîné des frais, cette grande différence entre le montant de l'inventaire de L. Balliat et ceux des deux autres ne nous semble pas tenir qu'à ces éventuelles circonstances.

bonnetiers sont capités : si cinq sont présentés comme des « journaliers », la seule mention du métier occulte de nouveau la condition sociale exacte des autres⁸⁴. Il est en outre impossible de préciser combien de bonnetiers n'ont pas été imposés du fait de leur trop grande pauvreté, mais sans doute plusieurs figurent-ils parmi les nombreux Nantais qui échappent à la capitation à cause de leur misère⁸⁵. De plus, la plupart des bonnetiers capités ne doivent verser qu'une modeste contribution : treize sont capités à une livre ou moins, treize autres entre deux et sept livres ; un seul se détache avec une cote de trente-trois livres. Il semble donc qu'à l'instar des façonniers beauvaisiens, de nombreux artisans nantais se situent aux « confins du monde ouvrier⁸⁶ ».

Le fonctionnement de la corporation : pratiques et conceptions des maîtres

L'étude des modalités de fonctionnement de la corporation et des conflits qui éclatent en son sein nous montre les pratiques des maîtres. Elle nous éclaire aussi sur leurs conceptions et pourraient nous renseigner sur leur culture politique : quelles sont ses sources au-delà de la pratique corporative commune ? Par ailleurs, l'examen du parcours de L. Balliat a déjà montré les contrecoups des évolutions économiques et sociales sur la vie de la corporation, ainsi que la capacité de celle-ci à s'ouvrir, non sans réticence, aux hommes nouveaux et audacieux. Une articulation peut-elle être repérée entre les stratégies économiques et les conceptions politiques ?

« La pluralité des voix »

Un procès-verbal établi le 11 décembre 1777 décrit le mode normal de désignation des jurés, tel qu'il est prévu par les règlements depuis 1672 :

« La liste de tous les maîtres a été faite sur le livre de délibération à la manière accoutumée et ayant pris le suffrage de tous les maîtres présents qui étaient en nombre compétents, il s'est trouvé que les sieurs Gripon Lainé

84. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 3523, rôle de capitation de la paroisse de Chantenay, 1788 ; B 3530, registre de capitation de Nantes, 1789 ; B 3531, rôle de capitation de la paroisse de Saint-Donatien, 1789 ; B 3532, rôle de capitation de la paroisse de Saint-Sébastien, 1789 (Chantenay, Saint-Donatien et Saint-Sébastien sont des paroisses limitrophes de Nantes, qui participent à son activité économique, notamment en accueillant des sans-qualité ; pour Chantenay, le rôle de 1788 a été utilisé celui de 1789 n'indiquant pas les métiers).

85. GUICHETEAU, Samuel, *La Révolution des ouvriers nantais. Mutation économique, identité sociale et dynamique révolutionnaire (1740-1815)*, Rennes, PUR, 2008, p. 162 (voir aussi BOIS, Paul (dir.), *Histoire de Nantes*, Toulouse, Privat, 1977, p. 184).

86. Ici, « ouvrier » s'entend au sens actuel (GOUBERT, Pierre, *Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730. Contribution à l'histoire sociale de la France du XVIII^e siècle*, Paris, SVEPEN, 1960, p. 288 ; GUICHETEAU, Samuel, *La Révolution des ouvriers nantais...*, *op. cit.*, p. 49).

et Loiseau en ont eu plus que les autres maîtres, pourquoi ils ont été élus jurés⁸⁷. »

Pourtant, des conflits éclatent parfois. Ainsi, le 30 décembre 1751, l'élection est rendue impossible à cause de l'opposition virulente de huit des vingt-quatre maîtres assemblés. Le 3 janvier, cette forte minorité s'étant retirée et « les maistres qui restèrent [...] ayant été à la pique sur la liste qui avoit été faite⁸⁸ », un juré est élu. Les contestataires sont en fait ulcérés de voir élu un maître plus jeune qu'eux, alors qu'ils ne l'ont pas encore été. Chaque clan défend un mode de désignation : « les jurés ont raison de faire une liste pour, à la pluralité des voix, élire un nouveau juré et les opposants sont mal fondés à prétendre qu'il doit être pris et choisy dans son rang et ordre de réception ». L'élection est donc opposée à l'ancienneté. Cependant, le prestige de celle-ci n'est pas ignoré par les partisans de celle-là, qui soulignent que les contestataires ont injurié « l'un des plus anciens maistres ».

C'est suivant un mode semblable que sont adoptées les délibérations, après discussion. Les jurés indiquent que « toutes les affaires [so]nt agitées dans les assemblées [et que] c'est à la pluralité des voix que passent les délibérations⁸⁹ ». Ainsi, lors d'une assemblée, « il fut réglé une délibération à la pluralité des voix⁹⁰ ». Du respect de ces procédures dépend, comme dans les autres domaines de la vie politique des citoyens, la concorde.

« *La paix de la communauté*⁹¹ »

Cette paix passe par l'unité de la communauté. L'entente entre les « confrères » est affirmée de manière solennelle par « un repas où tous les maîtres sont conviés », pour la fête patronale. L'unité du corps se manifeste plus régulièrement dans les assemblées, auxquelles tous doivent participer. Les jurés suggèrent d'ailleurs que les accusations proférées contre eux par L. Balliat et ses partisans « ont été causées parce que la communauté a fait appeler plusieurs d'entre eux [...] pour assister aux assemblées de la communauté [auxquelles ils ne seraient donc pas assidus] et signer les délibérations ». Celles-ci doivent aussi témoigner de l'unité, comme le suggère cet incident :

« Étant généralement tous d'accord sur ce point, il a été question de signer, ce que tous les maîtres ont fait, ainsy que les sieurs Foullois, Duclos et Pichon, qui ont représentés qu'ils ne voulaient pas signer que leurs exceptions ne fussent écrit sur la même délibération, ce que la communauté n'a

87. Arch. mun. de Nantes, HH 106.

88. Arch. mun. de Nantes, HH 106, supplique de la corporation adressée au siège royal de police de Nantes, 11 janvier 1752 ; les citations suivantes sont tirées de ce document. Voir document n° 2.

89. Arch. mun. de Nantes, HH 107, supplique de la corporation, 10 novembre 1764.

90. Arch. mun. de Nantes, HH 107, supplique de la corporation, 4 août 1778.

91. Arch. mun. de Nantes, HH 107, supplique de la corporation, 10 novembre 1764. Les citations suivantes sont tirées de cette pièce.

pas jugé à propos ayant des motifs à cet égard qui sont que, quand on a commencé le chef d'une délibération, on doit le terminer et signer⁹². »

D'ailleurs, les réfractaires « ont sentis qu'ils ne pouvaient refuser leurs signatures ». Les délibérations dissidentes sont inacceptables, comme en témoigne cette indignation des jurés : « Les sieurs Lorand père, Duclos, [et autres], toujours membres refragataires [réfractaires] voulant perpétuer les abus qu'on allait déraciner, osèrent faire des déclarations et protestations par une délibération particulière qu'ils prirent entre eux [:] cet attentat était trop violent [...] pour que la communauté des maîtres bâtiers resta tranquille⁹³. » Saisie, la justice décide que ces délibérations particulières seront « rayées et biffées ». L'attachement à l'unité du corps s'inscrit dans la culture politique de l'unanimité qui imprègne toute la société urbaine⁹⁴.

Lorsque l'unité est troublée, cet idéal d'unanimité devient un argument fort. Les jurés accusent systématiquement les contestataires de « troubler la paix de la communauté » : lors des assemblées, ceux-ci font « un bruit à ne plus s'entendre⁹⁵ », « vom[ss]ent mille injures et pousse[nt] plusieurs juremens⁹⁶ », voire « se laissent aller à des pétulences⁹⁷ » ; certains « pous-sent l'excès jusqu'à menacer les anciens maîtres de leurs coups ». En fait, ces dissidents, qui, toujours selon les jurés, sont les membres « les moins considérés et les moins dignes, joignent à la fureur qui les agite le dessin de ruiner la communauté par d'odieuses chicannes ». En effet, les discordes précipitent la perte des corporations :

« Il est constant que si l'on se prestoit aux cris séditieux de quelques membres que l'humeur de la passion agitent [*sic*], de toutes les communautés il n'y en pas une qui pouroit se soutenir. Ce seroit une guerre continuelle et il ne leur resteroit d'autre party que celuy de se dissoudre pour empescher leur ruinne [:] ce n'est ny l'avantage du Roy, ny l'avantage de l'Etat, ny le Bien public. »

« *L'esprit des loix* »

À l'unanimisme traditionnel et à l'attachement à l'idéal organiciste, les jurés joignent quelques références qui semblent issues de la pensée des Lumières, comme le suggère l'emploi de l'expression « l'esprit des loix⁹⁸ ».

92. Arch. mun. de Nantes, HH 106, procès-verbal, 11 décembre 1777.

93. Arch. mun. de Nantes, HH 107, supplique de la corporation, 4 août 1778.

94. SAUPIN, Guy, *Nantes au XVIII^e siècle. Vie politique et société urbaine*, Rennes, PUR, 1996, p. 384.

95. Arch. mun. de Nantes, HH 106, procès-verbal, 11 décembre 1777.

96. Arch. mun. de Nantes, HH 106, supplique de la corporation, 11 janvier 1752.

97. Arch. mun. de Nantes, HH 107, supplique de la corporation, 10 novembre 1764. Les citations suivantes sont tirées de cette pièce.

98. « La première [accusation portée contre les jurés] consiste en ce que la communauté [en fait, les jurés] a dissipé huit mille livres dans des dépenses faites à l'auberge [...], qu'elle passe aux jurés [...] contre l'esprit des loix et l'équité » (Arch. mun. de Nantes, HH 107, supplique de la corporation, 10 novembre 1764). Les citations suivantes sont aussi tirées de ce document.

Plus profondément, on peut penser que le contexte des Lumières conforte les maîtres dans leur conviction de former une « assemblée politique ». S'il se peut que cette expression (comme la précédente) soit employée plutôt par leur procureur, l'intervention de celui-ci favorise alors l'intégration par les maîtres de ces notions éclairées. En 1764, les jurés reprochent tout particulièrement à L. Balliat d'avoir introduit un commissaire dans leur assemblée; or,

« c'est un procédé contraire à toutes les règles et à la raison; il doit être défendu aux commissaires de se trouver au tems des assemblées sur le réquisitoire d'un ou de plusieurs membres, à moins qu'ils n'y aient été autorisés par des sentences ou des jugemens signifiés à la communauté; toute voye qui n'est point judiciaire ne peut qu'exciter des violences et des affaires sérieuses, parce qu'il est d'un principe constant que toute assemblée politique ne peut être inquiétée ny interrompue pendant qu'elle délibère sur ses affaires ».

Au total, si les maîtres se trouvent dans des situations économiques variées et s'ils développent des stratégies divergentes, ils mobilisent, lors de leurs querelles, des références politiques communes, issues de leur pratique corporative, de la culture citadine, voire des idées nouvelles des Lumières. Au clivage économique entre les défenseurs des règlements et ceux qui les violent ne correspond pas un clivage des références politiques. Au-delà, ces conflits favorisent la familiarisation des maîtres avec les idées des Lumières, de même que les conflits du travail et les procédures antiseigneuriales contribuent à celle des compagnons et des paysans⁹⁹.

•

En conclusion, il nous semble important de souligner qu'à la complexité des évolutions de toutes natures répond celle des stratégies développées par des maîtres, qui ne sont ni uniformes ni unanimes. Leur corporation n'est d'ailleurs ni figée, ni fermée. Ainsi, tandis qu'en 1721, les maîtres bonnetiers s'avèrent rétifs aux prescriptions monarchiques, ils s'y rallient vers 1730 lorsqu'un nouvel élan du grand commerce les pousse à adopter une politique de qualité. Le développement institutionnel de la corporation qui s'ensuit permet aux jurés de combattre fermement les sans-qualité, dont le rôle s'accroît cependant à mesure que se poursuit la croissance économique, du fait que les négociants leur commandent des pièces non conformes destinées à l'exportation. Bientôt des maîtres de plus en plus nombreux se trouvent insérés dans le réseau de dépendance qui va des négociants donneurs d'ordres aux chambrelans. La remise en cause de l'ordre corporatif suscite des tensions, jusqu'au sein de la corporation. Caractérisés par des trajectoires parfois étonnantes, par des stratégies complexes et par des positions divergentes, les maîtres mobilisent lors de leurs querelles une culture politique commune et plurielle.

99. CHARTIER, Roger, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 1990, p. 176 et 186.

Il est d'ailleurs intéressant de réinsérer ces maîtres bonnetiers dans la culture politique urbaine nantaise, qui présente une certaine originalité étant donné que les assemblées électorales restent théoriquement ouvertes jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, malgré les efforts de l'oligarchie pour en exclure le commun. Si elles sont peu fréquentées, les artisans y viennent parfois en nombre non négligeable. G. Saupin écrit que « les intendants, en maintenant une composition "démocratique" des assemblées électorales et en essayant de concentrer les pouvoirs de décisions sur le seul bureau servant, découvriraient les prémisses d'une philosophie politique qui, affinée par l'expérience révolutionnaire, allait donner la démocratie autoritaire et [notamment] les deux expériences impériales du XIX^e siècle¹⁰⁰ ». L'étude des corporations peut compléter cette analyse : une vie politique s'y développe qui peut conforter les artisans dans leur refus de se laisser exclure de la vie municipale¹⁰¹, qui leur permet aussi d'intégrer les idées nouvelles des Lumières. Toutefois, la nouvelle culture politique issue de la Révolution française repose sur la destruction des corps intermédiaires, notamment les corporations.

100. SAUPIN, Guy, *La Vie municipale à Nantes sous l'Ancien Régime, 1565-1789*, thèse pour le doctorat de troisième cycle, Université de Nantes, 1981, p. 372.

101. L'articulation entre corporation et municipalité n'est donc pas à Nantes la même qu'à Turin (CERUTTI, Simona, *La Ville et les métiers. Naissance d'un langage corporatif (Turin 17^e-18^e siècles)*, Paris, EHESS, 1990).

Marchand fabricans de bas aux milieus de cette Ville et faubours de Nantes
ay Recus de Monsieur Loüans hobert et Carimazou pour sa queue Et servira
aux affaire qui Regarde Leoit Communaute pendant l'annee 1786.

<p> <i>Remouvment de Reau du 9 fevrier de Monsieur hobert la somme de Cent livres pour payeur la reste sur a Monsieur levent et</i> </p> <p> <i>plus recus du fleur Carmaque a la vendition de ses Comptes les fevrier 25^{es} et plus recus de Monsieur hobert le 9 mars 70^{es} pour sa dite colle pour deux matieres et alle de 50^{es} pour saquei avec a puer de la Commune et</i> </p> <p> <i>plus par deliberation du 16 mars 70^{es} recus de Monsieur hobert 30^{es} pour augmentations fait par Monsieur hobert qui pour le dit Monsieur et</i> </p> <p> <i>Stalle Montars a la somme de deux Cent quatrevingt cinq livres</i> </p>	<p>100 00</p> <p>0 55 0</p> <p>070 00</p> <p>030 00</p> <p>235 00</p>
---	---

Du premier janvier je agité pour cet de papier pour écrire-tout a Paris quelques-uns
 Du 3 janvier pour un placat il un Copie de placat envoyer a Monsieur Bouchon⁶
 du même jour pour une autre Letre de Paris de Notre avocat⁷ ch
 Du 22 janvier nous avons Letre de Paris de notre av⁷ ch
 Du 27 janvier nous avons accablement pour faire passer les 8 miliers 1^{er} ch
 Du 30 janvier pour 200⁰ un a Rome une parole avec p^{er} un vers et
 Du 18 avril il nous a écrit a Paris & pour depense faite chez pignonard a Les amis des
 Bonnets de chez Carignazou ch
 Du 6 février nous avons Letre de notre avocat dans laquelle il y avait une Letre
 pendant que j'étais aux regiments du 16 juillet 1783 donc il m'en a écrit 15^{er} ch
 Du 24 février je paye pour une Letre d'engagement des milits pour le papier timbré
 La valeur de 20 deniers 6^{er} ch
 Du 26 février nous avons fait une vieille nouvelle il m'en a écrit pour le comencement d'ay
 Du 6 mars Monsieur hobert m'a révisé 5^{er} ch La somme qu'il devait au remette
 qu'il m'a dit avoir donner a haute pour si Comma une reglement ch
 Du 16 mars nous avons été chez Monsieur guisquy qui accompagnait de Monsieur
 hobert Dupre il autre pour signifier nos drat aux sieurs de bas a l'etab 8^{er} ch
 Du 22 mars je rembourse a Monsieur hobert 6^{er} ch que a payer pour la somme d'elle
 L'agité qu'on nous avait demandé pour leur coté par la maison ch
 Du 24 mars il m'en a écrit pour il Letre il placat envoyer a Paris pour le 24^{er} 6^{er} ch
 Du 27 mars il m'en a écrit a Paris la poste pour l'envoyé de cet port a 20^{er} ch
 Du 27 payer pour le Copie des papiers de bas pour leur coté pour un miliers 20^{er} ch
 Du 29 nous avons Letre de bataille de Paris qui regarde la Commune 7^{er} ch
 Du 3 avril je reçois une autre Letre de Monsieur Per
 Du 6 avril nous avons Letre de notre avocat 7^{er} ch
 Du 9 octobre nous avons fait une vieille il m'en a écrit pour le comencement de la page 15^{er} ch
 Du 15 decembre nous avons fait une vieille il m'en a écrit pour le comencement de la page 15^{er} ch

Totale Montons a La somme de Deux Cent cinquante
 quatre Livre quatorze Sol

HH
 107
 1783
 1784

[illegible]

« Compte de l'argant que, moy, Ducreux, garde comptable de la communauté des marchand fabricans de bas aux métier de cette ville et faubours de Nantes ay reçus de Messieurs Louans, Hobert et Cazimajoue pour vaquere et servir aux affaire qui regarde ladic communauté pendant l'année 1756

Savoir

Premièrement je reçus du 9 février de Monsieur Hobert la somme de cent livre pour payer la vente à Monsieur Lorant si	100 L 00
Plus reçus du sieur Cazimajoue à la randitions de ses comptes le 16 février 35 livres si	035 00
plus reçus de Monsieur Hobert le 8 mars 70 L., donc 40 L. pour notre cotte par d'uns miliciens et celle de 30 L. pour vaquere aux affaire de la comunité si	070 00
Plus par délibérations du 16 mars, je reçus de Monsieur Hobert 30 L. pour ocquemantations fait par Monsieur Godefroy Gelée pour ledit miliciens si	030 00
Totalle montans à la somme de deux centre trente cinq livres	235 L 00

Sur quoy je payez ce qui suit

Premièrement, du premier janvier je ageté pour 12 s. de papier pour écriretant à Paris qu'à lieurs 000 L	12 s
Du 3 janvier pour un placet et une copie de placet envoyez à Monsieur Bouchos 6 L.	006 00
Du même jour reçus unne letre de Paris de notre avocat, 7 s. si	000 07
Du 22 janvier reçus unne letre de Paris du même, 7 s. si	000 07
Du 27 janvier reçus un averticement pour faire partire les 8 miliciens, 1 L. si	001 00
Du 9 février je payez les 100 L. due à Monsieur Lorant donc je reçus si	100 00
Du 15 février il mens a coûté 3 L. pour dépence fait chez Pongeraud à l'examins des compte du sieur Cazimajou si	003 00
Du 17 février reçus unne letre de notre avocat dans laquelle il y avoit une letre patente qui sursoy aux règlement du 16 juilliette 1753, donc il m'en a coûté 15 s. si	000 15
Du 24 février je payé pour uns livre danregistrement des métier pour le papier timbré, la reliure, les images 6 L. si	006 00
Du 26 février avons faitte une visitte générale, il m'en a coûté pour le comicere et soupé	015 00
Du 8 mars Monsieur Hobert m'a retenus 3 L. sur la somme qu'il devoit me remaitre qu'il m'a dit avoir donner à Hute pour se conduite au régiment si	003 00
Du 16 mars nous avons été chez Monsieur Godefroy Gelée, acompagné de Messieur Hobert, Dupré et autre pour disputer nos droit avecque les marchand de bas à détaille, 5 L. 8 s.	005 08

<i>Du 22 mars, je remboursé à Monsieur Hober 6 L. 12 s. qu'ile a payez pour les demoiselle Sagette qu'ons leur avoit demandé pour leur cotte par du miliciens si</i>	006 12
<i>Du 24 mars, il m'en a coûté pour des écrit et placet envoyez à Paris pour Legris 6 L. si</i>	006 00
<i>Du 25 mars, il m'en a coûté à la poste pour l'envoy desdit écrits 2 L. 12 s.</i>	002 12
<i>Du 27 payez pour le corps des fabricans de bas pour leur cotte par duns miliciens, 70 L. si</i>	070 00
<i>Du 29 reçus unne letre de Baliasse de Paris qui regarde la comunoté 7 s. si</i>	000 07
<i>Du 3 avrille je reçus une autre letre de Baliasse 7 s. si</i>	000 07
<i>Du 6 avrille reçus une letre de notre avocat 7 s. si</i>	000 07
<i>Du 8 octobre avons faitte une visitte, il m'en a coûté pour le comicere et le soupé 14 L. si</i>	014 00
<i>Du 15 décembre avons faitte une visitte, il m'en a coûté pour le comicere et le soupé 13 L. si</i>	013 00
<i>Totalle montans à la somme de deux cent cinquante quatre livres quatorze sols</i>	254 L. 14 s.
<i>Sur quoy je redoit 235 L.; il m'es redus par concéquans 19 L. 14 s. pour solde</i>	

Nous commissaire nommé par délibérations du 29^e décembre dernier, après avoir vu et examiné les comptes du sieur Ducreux garde juré sortans, les avons trouvé juste et sans reproches, à l'expection que laditte communauté se trouve redevable audit sieur Ducreux de la somme de dix-neuf livres quatorze sols qui luy ont esté remis par le sieur Egresset, garde comptable, pour quoy laditte communauté lui passera dans ses dits comptes; fait et aresté dans laditte chambre sur les 4 heures de l'après-midy à Nantes ce 16^e janvier 1757.

Dupré Villaine

M. Laurent

François Boule

Dupré Villaine fils

Aubert

René Mace garde juré

Pierre Egresset garde en charge ».

Annexe 2 – Procès-verbal d'élection d'un juré, 4 janvier 1752
(Archives municipales de Nantes, HH 106)

Liste des marchands, grandz maîtres, fabriciens & autres au nombre de la ville de
Nantes fait pour procéder à l'élection d'un nouveau garde juré pour tenir au
Lieu & place de Michel Loursus l'ancien garde juré. Notant lequel nouveau garde
servira les années 1752 & 1753. a Nantes le 4. janvier 1752. M. Laurent

M. Jours Beaumais
apelin
Duysse Villain
Jager
Lepere
aubert
Costier
Lemer
Gripson IIII IIII IIII
Clergeau
Maurice
Cazimajou
Le Breton
Léon
Dulostre
Laulais
porcher II
Ducreux I
herbert

La présente liste a été faite suivant l'ancien usage averti dans la Chambre de
Nantes le 20. jour de novembre 1751. a Nantes le 4. janvier 1752. **DEMANDE**

Mathurin Jager & Duysse Villain
Albert B: Costier & Robin Léon
Julien Clergeau Maurice & Le Breton
Léon B: Lepere & Gripson
St. Le Noir & Cazimajou
garde M. Laurent
garde

1

« Liste des marchand bonetier maîtres fabriquant de bas au métier de la ville de Nantes fait pour procéder à l'élection d'un nouveau garde juré pour servir au lieu et place de Michel Laurent encien garde juré sortant, lequel nouveau garde servira les années 1752 et 1753. A Nantes ce 4^e janvier 1752. Michel Laurent.

Messieurs Beaumard

Asselin

Dupré Villaine

Saget

Lespere

Aubert

Cartier

Lemee

Gripon // // // // // // // //

Clergeau

Mauricet

Cazimajou

Le Breton

Lebon /

Dutertre

Saulais

Porcher / /

Ducieux /

Herbet

La présente liste a été fait suivant l'ancien usage, aresté dans la chambre ordinaire, ledit jour et an que devan et dessus; à Nantes, ce 4^e janvier 1752.

Bonnard

Mathurin Saget

Dupré Villaine

Aubert

B. Cartier

Urbain Lebon

Jullien Clergeau

Maurisset

Lebreton

Saulais

L. Egresset

Gripon

Cazimajou

Lemée

A. Lemoin, garde

M. Laurent, garde ».

RÉSUMÉ

L'étude des corporations permet de saisir les grandes évolutions, tant économiques et sociales qu'institutionnelles et politiques, qui touchent le monde du travail au XVIII^e siècle. C'est particulièrement vrai pour la bonneterie en raison de la large diffusion du port des bas. De plus, grâce à l'essor du grand commerce, les bas nantais sont en grande partie exportés. Par ailleurs, tous les acteurs de cette activité ne sont pas membres de la corporation et ceux-ci se trouvent dans des situations variées. Dès lors, cet article s'efforce d'analyser la complexité des évolutions en cours à la lumière des stratégies des différents acteurs qui y sont confrontés. Si leur position économique et institutionnelle diverge, ils partagent néanmoins une même culture politique.

ABSTRACT

The study of the guilds allows us to grasp the great economic and social, as well as institutional and political changes, that affected the labour world in the 18th century. This holds particularly true in the case of hosiery, as stockings were widely worn at the time. Moreover, thanks to the development of large-scale trading, Nantes stockings were widely sold abroad. In addition, not all stocking-makers were necessarily members of the guild, and faced different situations. As such, this article is trying to analyse the complexity of the on-going transformations in the light of the strategies developed by the different actors involved in these changes. Although their economic and institutional position may diverge, they still share a common political culture.